

LE DEVOIR

SUR LA ROUTE

Plaidoyer pour des milieux de vie urbains plus denses

B5

ACTUALITÉS

Secteur agricole et libre-échange: l'aide fédérale se fait attendre

A3

CADRE
2

CULTURE

Le devoir de mémoire, selon Richard Reed Parry

B8



III ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Des retouches qui dérangent

La révision des manuels a dépassé la « suppression de l'expression «Amérindien» et de ses dérivés», déplorent des historiens

DAVE NOËL
MARCO BÉLAIR-CIRINO
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
LE DEVOIR

Remplacement de « plusieurs images considérées comme stéréotypées », retrait d'un passage du *Journal de Jacques Cartier*, ajout « des conséquences négatives de l'invasion du territoire par les Français »... : les dizaines de modifications apportées au matériel didactique requis pour l'enseignement du cours d'histoire du Québec et du Canada font sourcilier les historiens Gilles Laporte et Denys Delâge — qui qualifie l'une d'elles d'« absurde » et d'« aberrante ».

Les deux membres du comité de révision scientifique de la première édition de *Chroniques du Québec et du Canada : des origines à 1840* (Pearson ERPI) — l'un des manuels dont le contenu a été modifié dans les derniers mois à la demande expresse du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) — déplorent le polissage du récit historique.

En effet, le MEES a donné la consigne de « remplacer » les manuels d'histoire en usage dans les classes de 3^e secondaire dans la foulée du dépôt du rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada. « [Celle-ci] a mis davantage en lumière la condition des Au-

tochtones au pays, entre autres en ce qui concerne les pensionnats indiens et la terminologie désignant les peuples des Premières Nations », a souligné la sous-ministre Sylvie Barcelo dans une lettre transmise aux commissions scolaires et aux établissements d'enseignement privé au printemps dernier.

L'opération, qui a coûté 1,6 million de dollars, a largement dépassé la « suppression de l'expression «Amérindien» et de ses dérivés qui ne sont plus mentionnés dans le programme d'études approuvé ». Au moyen d'une demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents

VOIR PAGE A 2 : HISTOIRE

III ENVIRONNEMENT



La série d'incendies de forêts qui ravagent la Californie cette année est historique. À ce jour, quelque 6750 km² ont été brûlés lors de 7579 incendies. Les autorités font état de 71 morts et de plus de 1 000 personnes disparues.

JOSH EDELSON AGENCE FRANCE-PRESSE

La Californie en feu, prélude au monde de demain

Les incendies qui ravagent présentement la Californie sont certes meurtriers, mais ils ne constituent que le prélude des impacts dévastateurs qui se manifesteront de plus en plus au cours des prochaines décennies, au fur et à mesure que les bouleversements du climat planétaire se feront sentir avec plus de violence. Le Canada ne sera d'ailleurs pas épargné, d'où l'urgence de se préparer à une réalité climatique que l'humanité n'a jamais connue.

ALEXANDRE SHIELDS
LE DEVOIR

Lorsque Donald Trump a imputé les incendies qui ravagent la Californie à une « mauvaise gestion » forestière, le gouverneur de l'État, Jerry Brown, n'a pas tardé à ramener le président climatosceptique à l'ordre. « Gérer toutes les forêts partout où nous le pouvons n'arrêtera pas le changement climatique, et ceux qui nient cela contribuent aux tragédies auxquelles nous assistons et auxquelles nous continuerons d'assister », a-t-il laissé tomber.

Ces incendies meurtriers, qui se répètent avec une régularité inquiétante depuis quelques années, démontrent non seulement l'urgence d'agir pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi de s'adapter aux impacts déjà bien réels du réchauffement. « Nous allons devoir investir toujours plus en adaptation. Il ne s'agit pas de millions, mais plutôt de milliards, de dizaines de milliards et probablement de centaines de milliards de dollars », a prévenu M. Brown.

Pour la Californie, le besoin de tirer la sonnette d'alarme est d'autant plus criant que cet État de 40 millions d'Américains

VOIR PAGE A 4 : CALIFORNIE

III PARTI QUÉBÉCOIS

Appel à un virage à droite pour se recentrer

MARCO BÉLAIR-CIRINO
À MONTRÉAL
LE DEVOIR

Qu'il soit de droite, du centre ou de gauche, tout indépendantiste doit se sentir à la maison au Parti québécois, plaide Pascal Bérubé, moins d'un mois et demi après s'être vu confier l'intérim à la tête du groupe parlementaire.

« On est indépendantistes. Pour le reste, tout le monde est bienvenu », a-t-il insisté en marge du premier grand rassemblement postélectoral du PQ, samedi. « Le Parti québécois a été créé pour réaliser l'indépendance du Québec. Alors, il faut que cette maison soit accueillante pour tout le monde », a-t-il ajouté, tout en appelant les péquistes à faire preuve d'« un esprit de coalition » après la lourde défaite du 1^{er} octobre dernier.

Quelque 350 délégués du PQ s'étaient donné rendez-vous dans l'auditorium du collège de Maison-Neuve, à Montréal, afin de poser un regard — « sans complaisance », a précisé M. Bérubé — sur la campagne électorale dirigée par leur ancien chef, Jean-François Lisée.

Les ex-députés Nicolas Marceau (Rousseau) et Alain Therrien (Sanguinet) ont attribué, en partie, la débâcle électorale aux tassements vers la gauche effectués par le PQ afin de favoriser une convergence avec Québec solidaire, puis pour séduire les sympathisants de QS. Ce faisant, le PQ s'est aliéné un grand nombre de centristes, à commencer par ceux penchant vers la droite, selon eux. « Quand on a tendu la main à Québec solidaire, on a perdu beaucoup de gens qui étaient au centre et au centre droit. Il y a des gens qui nous ont dit: "On n'accepte pas que vous vous rapprochiez autant de la gauche radicale que ça" », a relaté M. Therrien.

N'attendant pas la désignation d'un nouveau chef, Pascal Bérubé a plaidé ce week-end pour l'élargissement de la

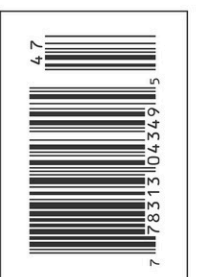
VOIR PAGE A 2 : PQ

Le PQ s'est aliéné un grand nombre de centristes, à commencer par ceux penchant vers la droite

INDEX

Avis légaux B2
Culture B7
Décès B4
Éditorial A6
Grille TV B7
Idées A7
Météo B6
Monde B1

Mots croisés B6
Sports B4
Sudoku B6



III ÉDUCATION

Plus de 50 000 étudiants en grève

JESSICA NADEAU
LE DEVOIR

Plus de 50 000 étudiants du cégep et de l'université seront en grève dès ce matin, et pour toute la semaine, afin de revendiquer la rémunération des stages.

Les associations étudiantes des cégeps Saint-Laurent, du Vieux-Montréal, Marie-Victorin et du Collège de Maisonneuve, de même que certaines associations étudiantes facultaires de plusieurs universités à Montréal, à Québec, à Sherbrooke et en Outaouais se sont dotées de mandats de grève pour la semaine du 19 au 23 novembre. Certains pour la semaine complète, d'autres pour certaines journées. Une grande manifestation rassemblera tous les grévistes mercredi à Montréal.

Ces derniers plaident pour que tous les stages soient rémunérés. Ils invoquent l'équité, se demandant pourquoi les

stages sont rémunérés dans certains domaines, comme en gestion ou en génie, alors que d'autres ne le sont pas. « On revendique que tous les stages soient payés », explique Gabriella Gonzales, membre du comité unitaire sur le travail étudiant du cégep Saint-Laurent.

« Par exemple, les étudiants du programme de génie mécanique, donné ici au cégep Saint-Laurent, sont rémunérés pendant leur stage, tandis que ceux qui étudient en soins infirmiers ne le sont pas. Le travail d'une étudiante infirmière a autant de valeur que celui d'un étudiant en génie mécanique. Ce n'est pas égal. Pourquoi ne pas valoriser le travail de chacun? »

Elle parle de « lutte féministe » parce que les gens les plus affectés par la non-rémunération des stages sont généralement des femmes. Un argument repris sur le site « Grève des stages », qui est relayé par plusieurs associations étudiantes en grève.

« Les stages non rémunérés se trouvent en plus grand nombre dans les secteurs des soins et de l'éducation, des emplois majoritairement occupés par des femmes », peut-on lire sur le site. Ils citent une étude menée sur les étudiants de l'Université de Sherbrooke, selon laquelle 80 % des femmes effectuent un stage non rémunéré, contre seulement 53 % des hommes.

On évoque également le *cheap labor* de même que le manque d'encadrement légal et de protection de base pour les stagiaires, notamment en matière de violence et de harcèlement, puisqu'ils ne sont pas considérés en vertu de la Loi sur les normes du travail.

Enfin, on affirme que les stages non rémunérés ont des « impacts négatifs » sur les étudiants. On rappelle que plusieurs doivent travailler pour payer leurs études. Lorsqu'on ajoute un stage, « ça devient vite ingérable », peut-on lire dans la section argumentaire.

Outre la « surcharge de travail » et les « difficultés à concilier emploi, stage, études et vie personnelle », on évoque la santé mentale. Selon un sondage réalisé par l'Université du Québec en Outaouais, « 42 % des répondants et des répondantes confient avoir vécu du stress, de l'anxiété, de l'angoisse, de l'isolement et de la détresse psychologique pendant leur stage ».

Absents de marque

Les deux plus grandes associations syndicales étudiantes — soit la Fédération étudiante collégiale du Québec et l'Union étudiante du Québec — n'ont pas embarqué dans le mouvement de grève. La rémunération des stages est au cœur de leurs préoccupations, mais elles veulent donner une chance aux négociations qui ont cours avec le ministère à ce sujet.

« Le gouvernement nous a montré de l'ouverture, c'est encourageant », affirme Guillaume Lecorps, président de l'union étudiante du Québec, qui regroupe plus de 79 000 membres sur plusieurs campus.

« Mais on est encore à l'étape des discussions et on ne peut pas écarter l'idée que nos associations vont tomber en grève elles aussi si le gouvernement n'agit pas rapidement sur la question des stages, car on sent que la mobilisation s'accroît de jour en jour. »

Les grévistes prendront la rue mercredi à Montréal pour revendiquer des stages payés pour tous



Le chef intérimaire du PQ, Pascal Bérubé, en discussion avec Jean-François Lisée lors du bilan de la campagne électorale organisé par l'état-major du parti au collège de Maisonneuve samedi après-midi

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le PQ a « évité le pire », selon Lisée

PQ

SUITE DE LA PAGE A 1

base idéologique du PQ, sans remettre en question ce sur quoi elle repose : le projet de pays du Québec. Et une tradition sociale-démocrate? « Dans le programme, oui, notre usage fait en sorte qu'on est social-démocrate, mais c'est d'abord l'indépendance qui est le ciment pour tout le monde », a répondu le député de Matane-Matapédia. « La véritable coalition, c'est le Parti québécois. Alors, que cet esprit de coalition nous anime pour la suite et qu'on accueille tous les indépendantistes », a-t-il poursuivi.

Lisée sans reproche

L'ex-chef du PQ, Jean-François Lisée, a dit samedi avoir permis au PQ d'« éviter le pire » le jour du scrutin en prenant à partie son adversaire solidaire, Manon Massé, 10 jours plus tôt, lors de l'ultime débat télévisé de la campagne électorale. « Le résultat que ça a eu [...] a été, à mon avis, positif », a-t-il affirmé à la presse à son arrivée au collège de Maisonneuve. « Mais je sais que ma version n'est pas la seule. Il y en a plusieurs. »

L'ex-député de Rosemont est convaincu d'être parvenu à freiner la croissance de Québec solidaire dans les intentions de vote en braquant les projecteurs du studio de TVA sur sa porte-parole, le 20 septembre dernier.

« Qui tire les ficelles à Québec solidaire? » avait-il demandé à répétition à sa rivale. « Le danger, c'était que si Québec solidaire continuait sa montée d'un point par jour, il allait nous dépasser une semaine avant le vote et nous allions vivre la dernière semaine de la campagne en étant déclassé, en étant quatrième. Donc, il était indispensable [...] d'éviter le pire », a dit M. Lisée dans une mêlée de presse samedi.

L'ancien élu s'est montré incapable de nommer un mauvais coup de son cru durant la campagne électorale de 29 jours devant la presse. Il s'est contenté de dire : « Moi, j'assume complètement les choix que j'ai faits » et « On peut toujours faire mieux ».

Ses explications n'ont pas convaincu tout le monde. « M. Lisée a mené une très bonne campagne... sauf l'incident du troisième débat », a lancé le président de l'association de Beauharnois, Marc Laviolette.

Bénéficiant de l'appui de 17 % de l'électorat (-8 points comparativement à 2014), le PQ a fait élire à peine 10 candidats sur 125 (-20 députés comparativement à 2014) le 1^{er} octobre dernier.

Indépendantistes de façade?

La présidente de l'aile jeunesse du PQ, Frédérique St-Jean, s'expliquait mal samedi le fossé séparant la jeunesse québécoise de sa formation politique. « On ne se cachera pas qu'il y a eu une déconnexion certaine du Parti québécois avec la jeunesse durant les dernières élections », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter :

« Québec solidaire a fait super bien. Pourtant, on a plein, plein d'idées en commun : la souveraineté... »

Là-dessus, M. Bérubé suggère aux indépendantistes d'« observer les discours, [d']observer les gestes » des élus de QS au cours des quatre prochaines années, ce qui leur permettra, croit-il, d'apprécier la profondeur de leurs convictions indépendantistes. « Lorsqu'on est indépendantiste, on l'est en toute circonstance », a-t-il fait valoir, à 10 jours du début de la session parlementaire.

Lisée reste dans la maison du PQ

Après avoir eu droit à un hommage, Jean-François Lisée a remercié les péquistes de lui avoir confié pendant près de deux ans les commandes du PQ. « Merci d'avoir accepté que je vous conduise pour un bout du chemin [vers l'indépendance], et de me tolérer pour le reste », a-t-il déclaré devant un parterre attentif.

On ne se cachera pas qu'il y a eu une déconnexion certaine du Parti québécois avec la jeunesse durant les dernières élections

FRÉDÉRIQUE ST-JEAN



Une centaine de passages revus

HISTOIRE

SUITE DE LA PAGE A 1

des organismes publics, *Le Devoir* a obtenu une « liste non exhaustive » de la centaine de passages modifiés, effacés ou ajoutés, principalement afin de « mieux présenter la perspective autochtone ».

Celle-ci comprend l'ajout de « nuances sur la perception des Autochtones face à l'exploration invasive de Jacques Cartier » et l'addition d'un « texte sur l'appropriation du territoire par les Français ». L'image d'un autochtone allant à la guerre a été retirée tandis que la légende du vaisseau de feu a été reformulée « de façon à éviter l'utilisation du terme "sauvage" ». Un texte faisant état du « choc culturel » vécu par les Autochtones à l'arrivée des Français a aussi été inséré dans les volumes.

Île au Massacre

Parmi les autres changements apportés, on note l'allusion à un massacre entre Autochtones survenu dans une île de l'archipel du Bic au XVI^e siècle. L'épisode sanglant relaté par l'explorateur Jacques Cartier a été mis de côté, puisqu'il « risquait d'alimenter certains préjugés ou de véhiculer certains stéréotypes ». On lui a préféré un texte de Samuel de Champlain, « illustr[ant] l'apport des Autochtones à l'exploration des ressources du territoire ».

La décision est qualifiée d'« absurde » et d'« aberrante » par l'historien Denys Delâge. « L'île au Massacre, c'est une vieille tradition. Les communautés autochtones vivaient avec la guerre aussi. La guerre n'est pas le propre de l'Europe. Il y avait des captifs et il y avait des mises à mort. C'est aberrant de faire comme si c'était des sociétés idéales et parfaites », fait valoir l'auteur du classique *Le pays renversé*.

Les réviseurs se sont également immiscés au milieu du massacre de Lachine de 1689. Sur les ordres du MESS, ils ont « nuancé » le « discours antagoniste » du plus célèbre épisode des guerres franco-iroquoises, durant lequel 1500 Iroquois ont pris d'assaut le petit bourg situé au sud-ouest de Montréal. Sous un orage violent, les guerriers ont abattu une vingtaine d'habitants et ramené une soixantaine de captifs.

L'effacement du mot « Amérindien » au profit des appellations « Premières Nations » et « Autochtones » a surpris Denys Delâge. « Je ne l'ai pas vu venir. » Paradoxalement, l'ethnonyme honni se voulait « politiquement correct » lorsqu'il a été diffusé par les chercheurs au début des années 1960. « Ce n'est d'aucune manière péjoratif, c'est juste que c'est peu utilisé par les Premières Nations elles-mêmes [...] Je trouve ça honnêtement un brin sectaire de bannir la désignation amérindienne. Moi, dans tout ce que j'ai écrit, j'ai généralement retenu l'expression ou la désignation "Amérindien" », indique le spécialiste des sociétés autochtones.

Le Conseil en éducation des Premières Nations, qui a participé aux consultations ayant mené à la révision du programme d'Histoire, n'a pu être joint.

Courtepointe

L'historien Gilles Laporte déplore le rappel du premier tirage du manuel *Chroniques du Québec et du Canada*. « Ça a été une opération de pilonnage épouvantable, ce sont les contribuables qui ont payé », estime-t-il.

Cela dit, le professeur s'attendait à ce que des passages du manuel qu'il a révisés soient un jour ou l'autre corrigés. « Je n'étais pas étonné parce qu'on vit à une époque où à peu près toutes les communautés se sentent directement visées ou stigmatisées. Chaque fois qu'il y a un nouveau programme d'histoire du Québec, il y a toujours une forme de réflexe d'insurrection », fait-il remarquer. « Mais, elle était relativement diffuse. Elle venait du Québec Community Groups Network et c'était à propos de la place des anglophones. »

Le professeur critique au passage la rigidité du cahier des charges du ministère. « C'est trop contraignant et trop contradictoire. » Il constate en outre la dilution du récit dans une « courtepointe » d'encadrés. « Les manuels d'histoire prennent de plus en plus la forme de *scrapbooks* où l'on met des capsules, des encarts. » L'époque de l'ouvrage *Canada-Québec*, des historiens Denis Vaugeois, Jacques Lacoursière et Jean Provencher, lui semble bien loin. « Ils n'avaient aucune contrainte éditoriale, c'était un essai libre », dit M. Laporte, en parlant de l'ouvrage de référence célébrant son cinquantième anniversaire cette année.

Splendeurs du conservatisme

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Imaginez un peu cette scène de pure fiction : une annonce oblique de François Legault, lancée dans l'arène publique pour faire éclater au grand jour la vacuité de nos pensées à l'égard de la minorité française au Canada. Quelque chose qui dirait à peu près ceci :

« Désormais, dans un souci de conserver la francophonie canadienne vivante — sans quoi ce pays ne sera plus qu'une vague banlieue de Cincinnati —, le gouvernement du Québec utilisera tous ses fonds destinés jusqu'ici aux services aux anglophones afin de financer les services aux francophones d'Ontario et, s'il le faut, d'ailleurs aussi. Le gouvernement québécois a bon espoir que la communauté anglophone du Québec comprendra cette nécessité économique pour contrer les injustices générées par le pire des conservatismes. Pour les plaintes, évidemment, prière de vous adresser directement au bureau du premier ministre Doug Ford. »

Vous imaginez un peu les hauts cris ! Le gouvernement Ford a aboli le Commissariat aux services en français. Il rompt de surcroît la promesse bien engagée de mettre sur pied une université française à Toronto. Ce qui réitére, sous un jour nouveau, les principes de l'assimilation par l'éducation, en poussant les francophones à étudier, faute de mieux, dans des universités anglophones ou bilingues, là où ils se retrouvent toujours en situation minoritaire.

La formation, l'éducation et la culture assurent l'avenir d'une société. On le sait depuis longtemps, du moins hors Québec, là où le combat pour un meilleur système d'enseignement ne se réduit pas à la seule incantation répétée des vertus de la maternelle pour les enfants de quatre ans.

À la mise en application du triste Règlement 17 en 1913, l'anglais devenait, en Ontario, la seule langue d'enseignement dans toutes les écoles élémentaires. L'affaire sera dénoncée par Henri Bourassa dans les pages du *Devoir* comme un autre reflet éclatant du colonialisme. Bourassa, on le sait, fut menacé d'être lynché...

Le sort de toute la Franco-Amérique ne peut pas nous être indifférent. Henri Bourassa, malgré tous ses défauts, était allé en Ontario défendre les Francos. Aujourd'hui, pourquoi faudrait-il emboîter le pas à ceux qui, habitués à psalmodier à tout vent n'importe quoi pour faire mousser leur renommée, ne croient bon de parler de ces minorités que pour contribuer à les enterrer vivantes ?

En 1890, cinq ans après l'assassinat de Louis Riel, la province du Manitoba, érigée sur la dépouille du peuple métis, ne trouve rien de plus urgent à faire que d'abolir les subventions aux écoles françaises, de même que l'usage de cette langue au Parlement et devant les tribunaux. Les nouvelles provinces de l'Ouest n'offrent pas davantage de garanties à la population française. En Alberta, centre d'une forte colonisation venue en partie du Québec, il faudra attendre 1990 pour que la Cour affirme le droit à la gestion scolaire en français.

Le Nouveau-Brunswick supprime les subventions aux écoles catholiques en 1871, aussi bien dire les écoles françaises elles-mêmes. Quelques années plus tôt, dans le même esprit, la Nouvelle-Écosse adopte une loi semblable. Encore en 1968 et 1969, les Acadiens de Moncton en sont réduits à descendre dans la rue pour obtenir le droit d'être éduqués et de vivre convenablement dans leur langue, ce dont témoigne *L'Acadie, l'Acadie ?!*, un film de Pierre Perrault alors censuré.

Au Nouveau-Brunswick encore, un de ces députés anti-français soutenait, ces derniers jours, qu'en matière d'éducation il n'existe aucune disparité entre la communauté anglaise et française. Cette hypocrisie sociale qui consiste à croire que les effets cumulés d'une pauvreté structurelle sont sans effet sur les individus, André Laurendeau la dénonçait déjà il y a cinquante ans : « J'ai envie de leur dire : "il n'y a pas de problème parce que vous leur avez brisé les reins" ». En 2016, à l'Université de Moncton, plus de 25% des étudiants en éducation ont été expulsés du programme après avoir été incapables de réussir l'examen de français auquel leur société, à l'évidence, n'avait pas su les préparer.

Ce n'est pas sans raison que le commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick s'inquiète, dans sa plus récente sortie, d'une montée du ressentiment à l'égard du français. Le bilinguisme serait plus que jamais menacé, laisse-t-il entendre. Une façon pudique, encore une fois, de parler du français, puisque chacun sait que le bilinguisme, au Canada, c'est l'anglais.

Le sort de toute la Franco-Amérique ne peut pas nous être indifférent. Henri Bourassa, malgré tous ses défauts, était allé en Ontario défendre les Francos. Aujourd'hui, pourquoi faudrait-il emboîter le pas à ceux qui, habitués à psalmodier à tout vent n'importe quoi pour faire mousser leur renommée, ne croient bon de parler de ces minorités que pour contribuer à les enterrer vivantes ?

Les Francos-Ontariens sont nombreux. Ils se feront entendre. Ce sera alors un devoir que d'offrir un écho à leur voix, tout en usant de la nôtre. Mais cela, pour une fois, devrait être fait en dépassant les seules frontières de l'intérêt national commun. Car au fond, contre quoi tous les Doug Ford du monde en ont-ils ? Ces conservateurs carnassiers attaquent, au même titre que la minorité française, la nature, les malades, les enfants défavorisés, les pauvres. Ford s'est par exemple empressé d'éliminer le contrôle des prix des nouvelles locations immobilières, ce qui est dramatique pour les gens à faible revenu, surtout dans des villes comme Toronto et Ottawa. Ce gouvernement fragilise ainsi les classes populaires en dévaluant à loisir leur vie et leur survie, dans un processus où, sous le couvert de l'économie triomphante, il s'évite volontiers d'examiner les conditions d'exercice de la bonne fortune. Cette discrimination dépasse la seule question linguistique. Et cela ne la rend que plus grave encore.



Précédées par un premier groupe de manifestants poussant des chariots d'épicerie, environ 5000 personnes ont pris part à la marche organisée par l'UPA, au centre-ville de Montréal.

VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

III ACCORDS COMMERCIAUX

Concessions : les producteurs agricoles attendent toujours les détails de l'aide fédérale

FRANÇOIS DESJARDINS
LE DEVOIR

Les agriculteurs ne connaissent toujours pas la forme précise de l'indemnité financière qu'ils recevront pour les concessions faites par Ottawa dans le cadre des derniers accords commerciaux, a affirmé dimanche le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA).

Alors que des milliers de personnes ont convergé vers le centre-ville de Montréal pour affirmer l'importance du secteur agricole et de la consommation de produits locaux, Marcel Groleau a indiqué au *Devoir* que les discussions des groupes de travail « avancent », mais qu'il y aura ensuite plusieurs étapes à franchir.

La création des groupes de travail, formés de hauts fonctionnaires fédéraux et de représentants des secteurs agricoles touchés, a été annoncée officiellement par le ministre canadien de l'Agriculture il y a trois semaines.

« Est-ce que ça [l'aide] sera dans le budget au mois de mars ? On ne le sait pas. De quelle façon est-ce que ça sera disponible aux producteurs ? On ne le sait pas non plus. Il y a encore beaucoup de choses qui ne sont pas claires.

On n'a pas d'échéancier », a affirmé M. Groleau.

Précédées par un premier groupe de manifestants poussant des chariots d'épicerie, environ 5000 personnes ont pris part à la marche, organisée par l'UPA. Baptisée « Garde-manger en danger », la manifestation a réuni ses membres, mais aussi des députés de divers partis (tous sont d'accord avec le maintien de la gestion de l'offre), l'industrie de la transformation, des groupes de consommateurs et le mouvement syndical.

Selon l'UPA, il est temps que les ententes cessent d'utiliser l'agriculture comme monnaie d'échange. Elle veut aussi que « les produits alimentaires importés respectent les normes qu'on exige des agriculteurs, des transformateurs et de toute l'industrie alimentaire québécoise ».

Concessions et pertes

Les derniers mois ont été marqués par la signature de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC). Celui-ci a soulevé l'indignation du secteur agricole en raison des concessions faites dans le lait, et ses 5500 fermes québécoises, mais aussi dans les œufs et la volaille.

L'AEUMC a prévu que le Canada cède 3,59 % du marché laitier aux Américains, une brèche que l'industrie estime inacceptable dans la mesure où deux autres accords, celui avec l'Europe et le Partenariat transpacifique, ont aussi prévu des ouvertures.

Pour compenser les pertes découlant de l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Europe, Ottawa a offert en 2016 un appui sous forme d'aide à l'investissement (250 millions) et de diversification des marchés (100 millions).

Pour la suite des choses, un désaccord semble persister entre les gouvernements du Québec et du Canada. Si Québec estime que le fédéral devrait compenser les pertes découlant des trois derniers accords, Ottawa ne veut discuter que des deux plus récents, selon ce qu'a rapporté *Le Devoir* le 31 octobre.

En présentant l'AEUMC, le premier ministre Justin Trudeau a affirmé le 1^{er} octobre qu'« on sait très bien que le gouvernement américain visait l'élimination de la gestion de l'offre ». « Ce qu'on a fait dans cet accord, c'est protéger la gestion de l'offre pour les générations futures parce que c'est un système qui fonctionne », a-t-il ajouté.

L'Ontario en voie d'évacuer l'identité de genre des écoles

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

L'identité de genre, « une théorie libérale non scientifique » ? La résolution adoptée en ce sens par le parti progressiste-conservateur de l'Ontario samedi soulève l'inquiétude et l'exaspération des experts et de la communauté LGBTQ au Québec.

« L'identité des genres n'est pas une théorie, c'est une réalité. Les personnes trans [qui ne s'identifient pas à leur sexe de naissance] sont des gens qui existent, travaillent, payent leurs impôts comme n'importe qui », s'offusque la professeure au Département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal Denise Medico.

Réunis à Toronto pour leur congrès annuel en fin de semaine, les membres du parti du premier ministre ontarien, Doug Ford, ont adopté une résolution visant à définir l'identité de genre comme une « théorie libérale non scientifique et controversée ». Ils souhaitent ainsi retirer son enseignement et sa promotion du curriculum scolaire.

La notion était enseignée dans les écoles sous le gouvernement libéral de Kathleen Wynne pour notamment permettre aux jeunes de mieux compren-

dre l'existence et la réalité des personnes transgenres.

Votee à majorité, la résolution proposée par l'ancienne candidate à la chefferie Tanya Granic Allen — qui s'affiche ouvertement contre l'avortement et le mariage gai — pourra être débattue au prochain congrès.

« Cette décision d'un parti politique au pouvoir est une attaque symbolique. Encore plus si elle est suivie par des actions », s'inquiète M^{me} Medico.

Dalia Tourki, militante pour les droits des trans et éducatrice publique au Centre de lutte contre l'oppression des genres, indique que le texte adopté va à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, « qui interdit toute discrimination fondée sur l'identité et l'expression des genres. Car c'est de ça qu'il est question si on ne reconnaît même pas l'existence des trans », dit-elle.

C'est un grand pas en arrière, selon elle. « Pendant que l'Écosse intègre pour la première fois l'éducation LGBTQ dans ses écoles, l'Ontario veut l'enlever des siennes. C'est un non-sens. »

Un avis partagé par la directrice générale du Conseil québécois LGBTQ, Marie-Pier Boisvert, qui caractérise cette décision comme de « l'acharnement inutile », rappelant que le gouvernement

Ford avait déjà tiré un trait sur cette notion en revenant à un programme d'éducation sexuelle enseigné il y a 20 ans.

Recherches scientifiques

« C'est aberrant d'ignorer les preuves scientifiques qui abondent depuis plus d'un siècle », s'emporte de son côté Julien Leroux-Richardson, président de l'organisme Aide aux trans du Québec.

Il note que les études scientifiques sur l'identité de genre se multiplient depuis plusieurs années. Des professeurs étudiant et enseignant même cette notion dans les universités. « Dire que c'est une théorie purement libérale, ça prouve que les conservateurs n'ont aucune éducation et disent n'importe quoi », lance M. Leroux-Richardson.

À ses yeux, il est fondamental que les questions de transidentité et d'homosexualité soient abordées dans les écoles, alors que beaucoup de jeunes de ces communautés se sentent « seuls et rejetés et ne savent pas que leur réalité est vécue par d'autres personnes ».

Un tel discours vient surtout « valider l'opinion de ceux qui sont contre les différentes orientations de sexe ou de genre, poursuit-il. Ça valide un discours transphobe ou homophobe ».

III PATRIMOINE

Inquiétudes autour du chantier de la caserne 26

L'immeuble patrimonial fait l'objet de travaux majeurs depuis 2015

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

La caserne 26, située dans le Plateau-Mont-Royal, est méconnaissable. L'ancien hôtel de ville du village De Lorimier est en rénovation depuis des années, mais la découverte de problèmes à la structure de l'immeuble a retardé les travaux et nécessité des interventions supplémentaires. Bien que la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal se réjouisse de la volonté de la Ville de restaurer l'édifice patrimonial, elle s'inquiète de l'état du chantier.

Construite en 1901 à l'angle des avenues du Mont-Royal et Des Érables, la caserne 26 fait l'objet de travaux depuis 2015. Après une pause de plusieurs mois, les travaux se sont accélérés au cours des dernières semaines. Le toit a été démolé et la façade de pierre grise a été presque complètement démantelée, laissant l'intérieur de l'immeuble exposé aux intempéries.

La Ville a entrepris ce chantier en raison de l'état de dégradation de l'immeuble. En 1999 notamment, un incendie avait fait d'importants dommages à la caserne, les pompiers ayant laissé leurs frites sur la cuisinière pour aller répondre à une alerte.

À la suite de cet incendie, le 2^e étage ainsi que l'ascenseur ont été condamnés. Des infiltrations d'eau ont eu pour effet de détériorer davantage l'immeuble.

Dans son avis rédigé en 2015, le Conseil du patrimoine reprochait d'ailleurs à la Ville de ne pas avoir suffisamment protégé l'immeuble après l'incendie. « La Ville de Montréal se doit d'employer un comportement de propriétaire exemplaire et de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les démolitions par négligence », écrivait le Conseil.

Un montant de 11,3 millions de dollars a été prévu pour des travaux comportant la réfection de l'enveloppe du bâtiment, la construction de la dalle de garage, le remplacement des systèmes électromécaniques ainsi que le réaménagement

des espaces intérieurs. À terme, le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage seront occupés par la caserne. Le 2^e étage accueillera des activités culturelles.

Les travaux devaient se terminer au mois d'août dernier, mais la découverte de lacunes structurelles du bâtiment a nécessité des interventions supplémentaires, ce qui allongera la durée du chantier jusqu'au printemps prochain et entraînera une dépense supplémentaire de 747 000 \$.

La tour contemporaine

L'importance des travaux entrepris et les retards du chantier ne rassurent pas la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal. « Ce n'est pas loin d'un massacre. L'ampleur des travaux est inquiétante », estime Richard Ouellet, président de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal.

Il se désole du démantèlement de la façade, bien que, dans l'opération, les pierres ont été numérotées pour être réutilisées. Il craint aussi que l'escalier de bois qui se trouvait à l'intérieur n'ait pas été conservé. « C'est un des rares édifices patrimoniaux situés dans l'est du Plateau. On se demande si la Ville réussira à mener ce chantier à terme ou si elle arrivera à la conclusion qu'il faille carrément démolir les restes de l'édifice. »

La Ville de Montréal soutient toutefois que les travaux suivent leur cours. La réfection de la façade, la maçonnerie, l'ornementation, les portes et les fenêtres seront réalisées dans le respect de la valeur patrimoniale de l'immeuble, assure Audrey Gauthier, relationniste à la Ville de Montréal. « Le bâtiment sera reconstruit pratiquement à l'identique, sauf pour la tour d'ascenseur et l'entrée adjacente, qui ont été ajoutées au cours des années », précise-t-elle.

Cette tour, qui aura une facture contemporaine contrairement au reste du bâtiment, déplaît d'ailleurs à la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal. Dès 2015, l'organisme

avait écrit au maire du Plateau, Luc Ferrandez, pour lui signifier sa déception. Dans sa lettre, son président saluait la volonté de la Ville de rénover l'immeuble patrimonial et d'en maintenir la vocation de caserne, mais déplorait sa décision de donner un aspect moderne à la tour d'angle.

La tour qui accueillait à l'origine l'entrée principale avait été démolie en 1931 pour être remplacée, en 1960, par une cage d'ascenseur. La Société d'histoire estime que la Ville aurait dû recréer la tour originale : « Il ne s'agit pas ici de faire du "faux vieux", mais plutôt de réaliser la véritable restauration de l'édifice d'origine dans les règles de l'art. »

Le Conseil du patrimoine avait aussi réservé un accueil tiède à la tour contemporaine, jugeant qu'elle nuisait à la mise en valeur des façades patrimoniales. « La multiplication des matériaux et des traitements différents induit des "patrons géométriques" qui présentent une charge de détail équivalente à celle des façades existantes », écrivait-il. Le Conseil avait alors recommandé de simplifier le concept, appelant à plus de sobriété.

Il avait aussi eu un mot pour l'arbre majestueux planté à l'angle du bâtiment qu'il a décrit comme un « élément majeur du paysage ». Il avait insisté pour que celui-ci soit protégé malgré les importantes excavations prévues qui risquaient d'affecter ses racines. L'arbre a finalement été coupé.

Les travaux de la caserne 26 devraient se terminer en mai 2019.

À son inauguration en 1901, la caserne 26 abritait l'hôtel de ville du tout jeune village De Lorimier né six ans auparavant, de même que la caserne de pompiers et le poste de police. La petite municipalité fut finalement annexée à Montréal en 1909 et l'immeuble connut diverses vocations, accueillant notamment le Centre d'hygiène du Service de santé de la Ville de Montréal et le Musée des pompiers.



1. Vue de la caserne 26 en 1920

ARCHIVES DE LA VILLE DE MONTRÉAL

2. Vue actuelle de la caserne 26 à la suite de la démolition de la façade de pierres grises et du toit

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

3. Projection de la future caserne 26

GRUPE GEYSER

Le Québec devra aussi s'adapter

CALIFORNIE

SUITE DE LA PAGE A 1

est confronté à une « tempête parfaite », souligne Yan Boulanger, chercheur en écologie forestière à Ressources naturelles Canada. « Depuis au moins cinq ans, on se retrouve dans une situation de méga-sécheresses, ce qui signifie que le "combustible" est très inflammable. Les températures sont aussi très chaudes. Plusieurs régions ont battu des records cette année, et les dernières années sont les plus chaudes enregistrées. »

Selon M. Boulanger, ces nouveaux feux, qui ont déjà tué des dizaines de personnes et détruit complètement des zones habitées, portent donc clairement « la signature » des bouleversements du climat. « Il ne faut pas se mettre la tête dans le sable. Les changements climatiques contribuent à la sévérité et la récurrence de ces événements », a-t-il souligné.

La Californie n'est d'ailleurs pas la seule région du monde à être sévère-

ment touchée. L'Espagne et le Portugal ont notamment connu des feux particulièrement importants l'an dernier. L'Australie, la Grèce, la Suède et d'autres régions du nord de l'Europe ont également été frappées par plusieurs événements de ce genre cette année.

Peut-on imaginer des moyens pour prévenir ces feux, qui détruisent vies humaines et infrastructures ? La chose est complexe, estime Yan Boulanger. Dans certains cas, il peut s'agir de mieux contrôler la végétation près des secteurs habités, mais cela implique un travail en continu qui est très coûteux.

Qui plus est, cela ne change rien aux réalités climatiques qui ont pour effet, par exemple, d'allonger les saisons des feux, comme on le constate en Californie. Dans le cas de cet État de la côte ouest, des travaux scientifiques ont même déjà permis de découvrir que la disparition des glaces de l'Arctique modifiera la circulation de l'air dans le Pacifique-Nord, ce qui pourrait favoriser la création de conditions favorables à des sécheresses en Californie, et ce, jusqu'en période hivernale.

Montée des eaux

Plus globalement, les États-Unis illustrent bien la grande « diversité » des impacts attendus des changements climatiques, et donc le caractère « essentiel » de l'adaptation, selon Alain Webster, professeur titulaire au Département d'économie de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke.

À Miami, par exemple, la montée du niveau des océans menace de transfor-

mer une partie de la ville en Venise américaine au cours des prochaines décennies. Et dans l'ensemble des États-Unis, 311 000 maisons côtières, d'une valeur de 120 milliards de dollars, présentent un risque d'inondations chroniques d'ici 2045, selon un rapport publié en juin par l'Union of Concerned Scientists, une organisation scientifique américaine.

Certaines villes majeures se préparent déjà d'ailleurs à l'inéluctable, dont New York, où un budget de plus de 20 milliards de dollars a été alloué pour fortifier la ville contre la montée des eaux.

Le Québec devra lui aussi investir rapidement et massivement pour s'adapter aux impacts des bouleversements climatiques, selon Alain Webster. « Ça va coûter une fortune. Des routes et des villages devront être déplacés. » Les cas de la Gaspésie et de la Côte-Nord illustrent d'ailleurs déjà très bien les impacts de l'érosion côtière, un phénomène aggravé par les changements climatiques.

Adaptation urgente

Une analyse menée par Ouranos et des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski évalue ainsi que l'érosion des côtes pourrait « mettre en danger des milliers de bâtiments publics et privés, mais aussi des infrastructures routières et ferroviaires », pour des pertes totales évaluées à plus de 1,5 milliard d'ici 50 ans. Cette estimation peut toutefois être considérée comme prudente, puisqu'elle ne tient pas compte des impacts indirects des changements climatiques sur l'économie régionale,

la santé, le tourisme et les écosystèmes.

« Nous n'avons plus le choix de nous adapter, estime M. Webster. C'est notre nouvelle réalité, qui découle d'une inaction pendant des décennies en matière de changements climatiques. Nous n'avons pas pris cela au sérieux il y a de cela 30 ou 40 ans, lorsqu'on a commencé à comprendre le phénomène. Nous en vivons les conséquences. Il est donc important d'agir et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais il faut aussi faire face aux conséquences, qui sont déjà significatives et très diversifiées. »

À l'échelle canadienne aussi, les besoins d'adaptation seront nombreux. Yan Boulanger estime notamment que les feux de forêt seront plus nombreux, et surtout plus dévastateurs, à l'image de celui survenu en 2016 dans la région de Fort McMurray.

« Le Canada n'est pas immunisé contre les feux de forêt, on l'a vu dans les dernières années. Ce sont des situations qui risquent de survenir de plus en plus fréquemment, puisque nos études indiquent qu'à l'échelle canadienne, selon les scénarios climatiques les plus pessimistes, on pourrait se retrouver avec des feux de deux à quatre fois plus importants, en ce qui a trait aux superficies brûlées. »

Malgré la sonnette d'alarme de la science, le Canada n'a toujours pas de stratégie nationale pour faire face à ces risques. « Au Canada, ce qu'il manque, c'est une analyse pancanadienne des risques associés aux incendies forestiers. Nous sommes en train de travailler sur le sujet et on souhaite publier l'étude très prochainement », précise M. Boulanger.

Nous n'avons plus le choix de nous adapter. C'est notre nouvelle réalité, qui découle d'une inaction pendant des décennies en matière de changements climatiques.

ALAIN WEBSTER



LOTTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2018-11-17

649 05 17 18 27
34 44 45 compl.

1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 39597325-01

Prochain gros lot (approx.) : 12 000 000 \$

Quebec 49 07 08 14 36
32 37 38 compl.

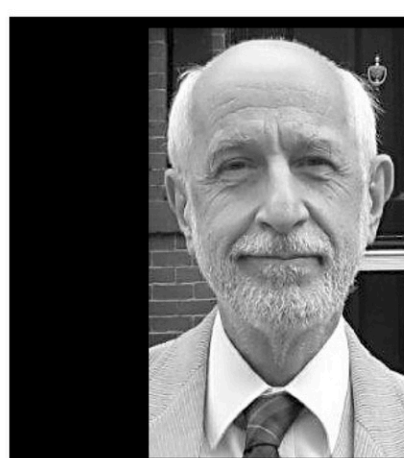
Extra 3685361

Résultats des tirages du : 2018-11-16

Résultats complets sur lotoquebec.com

Prochain gros lot (approx.) : 60 000 000 \$ + **MAXMILLIONS** 21 lots de 1 million \$ (approx.) 8617520

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



Congédié?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

À l'approche du « Vendredi fou », penser autrement la consommation

Trente ans après la parution de son livre, entrevue avec Serge Mongeau, le père de la simplicité volontaire

SYLVIE ST-JACQUES
COLLABORATRICE
LE DEVOIR

Les marées de plastique, la biodiversité en déclin, l'endettement chronique, le réchauffement du climat, la mode jetable, l'obsolescence technologique programmée... Tout indique que notre société de consommation tourne à vide. Et si, à quelques jours du Vendredi fou, les principes de la simplicité volontaire pouvaient servir de boussole? Serge Mongeau revient sur son ouvrage phare, publié pour la première fois en 1985.

« Je ne renie rien de mon livre. On le réimprime constamment sans faire de corrections, puisqu'il continue de s'appliquer intégralement », affirme d'emblée Serge Mongeau, ex-médecin, jardinier urbain, cycliste quatre saisons et père de la simplicité volontaire au Québec, dont la pensée écologique et sociale n'a rien perdu de sa pertinence. Dans un monde complexifié par la dépendance aux écrans, les réseaux sociaux et les géants comme Amazon, la frugalité a plus que jamais meilleur goût, exprime le militant écologique.

Avant son temps

À 81 ans, Serge Mongeau demeure très impliqué dans les projets de jardins collectifs de son quartier. Il continue de propager sa philosophie frugale en mettant en lumière comment le frein à la consommation et le contact avec la terre ne sont pas seulement profitables pour la planète. « Travailler moins et retrouver du temps... C'est bon pour la santé et le bonheur des individus. »

Initialement paru en 1985, puis réimprimé en 1994, *La simplicité volontaire* prônait une réduction consciente de la consommation. Or, si la pensée de Mongeau a maintes fois été louangée comme panacée à la croissance effrénée du monde capitaliste, l'adoption d'un mode de vie plus simple et éthique est encore loin d'avoir fait son chemin dans la population en général.

« On est de plus en plus expropriés de notre temps: les gens sont pris, finalement, dans des choses qui paraissent attrayantes, les belles séries télé par exemple. À preuve: les Québécois regardent en moyenne 22 heures de télévision par semaine. Le temps qu'on passe à regarder la télé nous influence. Ces jours-ci, une des choses auxquelles nous réfléchissons, ma blonde et moi, est de lancer une campagne contre la publicité des autos: tout le monde ne cesse de dire qu'il faut cesser de produire des voitures à essence individuelles, mais en même temps, on est



Dans la foulée du fameux « Vendredi fou », la cohue habituelle devrait être au rendez-vous dans les grandes surfaces et sur Amazon.

GEORGE FREY AGENCE FRANCE-PRESSE

bombardés par ces publicités pour des autos plus performantes que jamais ! »

La décroissance forcée

Ce mois-ci, les quelque 175 000 signataires du Pacte pour la transition écologique se sont engagés à apporter leur contribution à la survie de notre planète en péril. Et quelques couteaux ont volé bas, il faut bien le dire, puisque tous ceux qui ont signé dans le sillon de Dominic Champagne ne sont pas complètement verts et vertueux.

Dans la foulée du fameux « Vendredi fou », la cohue habituelle devrait être au rendez-vous dans les grandes surfaces et sur le site d'Amazon. Et il y a fort à parier que plusieurs excéderont les « quatre cadeaux maximum par enfant » du Défi de Noël qui défile sur les réseaux sociaux.

Mais toutes ces contradictions sont bien ancrées dans les systèmes que nous avons créés, songent Serge Mongeau et d'autres militants de longue date, comme le collectif d'AdBusters, qui jugent qu'il est temps de faire pression sur les gouvernements pour réinventer un monde à échelle humaine. Les parents à bout de souffle pris entre les bouchons de circulation, la course pour aller chercher les enfants à la garderie et les cartes de crédit gonflées à bloc sont autant de preuves de ces pri-

Les gens vont de moins en moins jouer dehors, peinent à manger sainement

SERGE MONGEAU



Serge Mongeau, en 2014
PEDRO RUIZ LE DEVOIR

sons aux barreaux d'or où la frugalité et le retour au jardin communautaire sont des idéaux utopiques, reconnaît Serge Mongeau.

« Les gens ont besoin de travailler de plus en plus fort pour soutenir leurs familles. On est pris dans un système qui ne facilite pas les choses: il faut que nos sociétés s'adaptent et fournissent aux gens les possibilités de moins consommer. Il faut concevoir nos villes de manière à favoriser les transports collectifs. »

La part de chacun

« Pour ça, il va falloir que les gouvernements [municipaux, provinciaux, fédéraux] agissent: on ne peut pas seulement compter sur les gestes individuels », estime Serge Mongeau.

« Ce qui m'attriste, c'est de penser à ce que vont devenir nos enfants et petits-enfants, dans ce monde où on est si attachés à nos cellulaires, nos tablettes, tous ces médias. Les gens vont de moins en moins jouer dehors, peinent à manger sainement. Nous avons de moins en moins de contacts avec les autres... »

Devant l'effondrement possible de l'économie mondiale, le niveau des eaux des océans en hausse, les inondations, les sécheresses et autres catastrophes, le retour à la frugalité va s'imposer, dit Serge Mongeau. En France, par exemple, le mouvement vers la décroissance s'arrime avec les préceptes de la simplicité volontaire, explique-t-il. « Nous aussi, on est rendus là: la décroissance va nous permettre de revenir à un équilibre qu'on a perdu. »

« Ce que je constate aujourd'hui, c'est qu'il vaut mieux simplifier nos vies de façon volontaire, plutôt que d'attendre qu'un désastre nous force à changer nos habitudes », soupèse l'auteur de ce livre culte.

Peut-être qu'en troquant nos objets technologiques, ainsi que notre dépendance aux écrans, au pétrole et aux achats compulsifs, contre du temps consacré aux autres et à des choses valables, pense-t-il, on aurait des chances de retrouver un vieil oubli: le bonheur.

III DÉSINFORMATION

Des sites douteux qui en cachent plusieurs autres

Une enquête du *Monde* lève le voile sur un vaste réseau de pages Web faisant la promotion de la pseudoscience

PASCAL LAPOINTE
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Un Français qui gère à lui seul plus d'une trentaine de sites de désinformation. Un Américain qui en gère une cinquantaine. Et dans les deux cas, beaucoup d'informations absurdes en santé.

Bienvenue dans un monde méconnu, celui où la meilleure façon d'attirer de la publicité n'est pas seulement d'inventer des fausses nouvelles qui attireront beaucoup de clics; il faut créer un maximum de sites qui se renverront un maximum d'hyperliens les uns les autres ou republieront les mêmes textes, assurant ainsi davantage de revenus publicitaires pour un minimum d'efforts.

Les Décodateurs du journal *Le Monde* ont lié cette semaine un Français, Johann Fakra, à un « vaste réseau de sites et de pages Facebook » diffusant en abondance de tels pièges à clics et autres informations inventées de toutes pièces: « Réunis, ils constituent l'un des plus gros réseaux de désinformation français: nous avons identifié plus d'une trentaine de sites qui en font partie, et cette liste n'est probablement pas

exhaustive », peut-on lire sur le site Web du *Monde*. Mais malgré toute cette activité, Johann Fakra avait réussi à rester relativement anonyme.

Champions de la désinformation

En février dernier, l'Organisation pour la science et la technologie de l'Université McGill (OSS) avait pour sa part démasqué Mike Adams, l'homme responsable d'un petit « empire de la désinformation » composé d'une cinquantaine de sites anti-médecine, anti-vaccins, anti-OGM, mais aussi anti-gauche, pro-survivaliste ou plototiste.

L'un de ces sites, NaturalNews, est la bête noire des pourfendeurs de pseudosciences depuis près d'une décennie — ce qui ne l'empêchait pas, jusqu'à récemment, de continuer d'être un « succès » dans sa catégorie. Il a fallu que Google, en 2017, désindexe plus de 100 000 de ses pages — pour violation des normes publicitaires, pas à cause de la désinformation — pour ralentir sa croissance. Encore que, au moment où ces lignes étaient écrites, NaturalNews avait 2,9 millions d'abonnés sur Facebook, un chiffre que lui envieraient bien

des médias de vulgarisation sérieux.

Les sites français recensés par Les Décodateurs sont des généralistes comme Ça doit se savoir — qui se définit comme un « média alternatif » — ou plus spécialisés, comme Ta santé et Alter Santé, qui relaient toutes sortes de « nouvelles », parfois en provenance de sites fiables, mais le plus souvent sans citer leurs sources — avec une préférence marquée pour les thérapies bizarres, les cures miracles et la méfiance généralisée contre la médecine: « Multiplier les sites à plusieurs intérêts pour leurs créateurs. D'abord, gagner en visibilité. À eux tous, ils cumulent une audience considérable sur les réseaux sociaux. Leurs publications sont ainsi partagées, commentées ou « aimées » autour d'un million de fois par mois sur Facebook », écrit le journaliste des Décodateurs Adrien Sénécat.

Cercles vicieux

Mike Adams est encore plus « moderne », notait l'OSS de McGill en février: « Pour vous aider à rester dans les confins de son écosystème numérique, Mike Adams vous offre une ap-

plication pour fureteur grâce à laquelle, peu importe le site que vous visitez, NaturalNews n'est jamais à plus d'un clic. Si vous pensiez chercher dans Wikipedia pour un aliment ou un nutriment, stop: Mike Adams est propriétaire de NaturalPedia. »

NaturalNews est la bête noire des pourfendeurs de pseudosciences depuis près d'une décennie

Au moment où ces lignes étaient écrites, le site de NaturalNews offrait parmi ses dernières publications des cures à base de champignons, d'oméga-3, d'ail ou d'homéopathie (toutes pour des maux différents) et des titres inquiétants sur les téléphones cellulaires, le danger des vaccins, Fukushima, « des biopesticides dans les céréales », et « ce que les appareils électroniques font à votre cerveau », en plus du Parti démocrate qui vole les élections et des gauchistes qui produisent de fausses nouvelles. L'information scientifique n'a qu'à bien se tenir.

III ARABIE SAOUDITE

Qu'attend-on?

Près de 50 jours après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi par le régime saoudien, le Canada soupèse toujours sa réplique et continue sa révision du fameux contrat de vente de véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite. Les faits sont pourtant clairs et accablants. Que faut-il de plus?

MANON CORNELIER



échelons du régime saoudien.

Est visé au premier chef le prince héritier Mohammed ben Salmane, surnommé « MBS », la cible des critiques sévères de Jamal Khashoggi. Riyad nie avec vigueur, mais vendredi, le *Washington Post* révélait que, selon ses sources, la CIA aurait suffisamment d'informations pour lier MBS au meurtre.

Depuis la fin octobre, plusieurs pays ont réagi à l'assassinat du journaliste, dont l'Allemagne, qui a suspendu toutes ses ventes d'armes au régime saoudien. Les États-Unis ont imposé un gel des biens et avoirs en sol américain de 17 Saoudiens soupçonnés d'avoir participé au crime. La ministre canadienne des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a indiqué que le Canada pourrait imiter les Américains, mais rien n'a encore été annoncé.

Le Canada a bien sûr joint sa voix au concert de dénonciations et demandé une enquête « transparente ». Il a dit réexaminer sa relation avec le royaume wahhabite. Il s'est aussi associé à Washington et à Londres pour appeler à un cessez-le-feu et à des négociations de paix pour mettre fin à la guerre au Yémen. Depuis trois ans et demi, une coalition de pays à majorité sunnite, menée par l'Arabie saoudite, y combat sans merci les rebelles houthis, soutenus par le régime chiite iranien. A cause de cette guerre, plus de huit millions de civils sont accablés à la famine, soit « la pire crise humanitaire au monde », selon les Nations unies.

•••••

La pression internationale, que la Turquie a su avec raison fouetter, a eu un certain effet. Des accusations ont été portées contre les présumés assassins et, selon Londres, le régime saoudien serait ouvert à d'éventuels pourparlers de paix. On ne peut cependant s'arrêter là ni se contenter de cela, y compris à Ottawa. Il faut faire des gestes. Et non seulement en réaction à ce meurtre.

Il suffit de lire les rapports des organisations humanitaires sur l'Arabie saoudite pour s'en convaincre. Les poursuites judiciaires, les arrestations et les détentions arbitraires contre les militants des droits de la personne y sont monnaie courante. Les libertés d'expression, de presse, d'association et de réunion sont sans cesse bafouées. La peine de mort y est fréquemment imposée, par décapitation bien souvent. La torture et les mauvais traitements se poursuivent en toute impunité. La minorité chiite est victime de constante discrimination. Et que dire des femmes qui sont traitées en mineures et qui, par conséquent, sont sujettes à un apartheid sexuel?

Comment peut-on permettre la moindre vente d'armes à ce genre de pays? Décider ce qui pèse le plus lourd devrait pourtant être simple: un bilan et des actes affligeants d'un côté ou, de l'autre, un contrat qui fait de l'Arabie saoudite le second client pour le matériel militaire canadien. Ce contrat a été signé sous les conservateurs, mais les autorisations nécessaires à sa concrétisation ont été accordées par les libéraux en avril 2016, quatre mois après que l'Arabie saoudite eut procédé à des décapitations de masse, dont celle du leader chiite, le cheikh Nimr al-Nimr.

Le contrat de vente de véhicules blindés légers est légal, mais est-il moral? Tant qu'il se poursuivra, tant que le Canada continuera d'approuver la vente de matériel militaire à des pays comme l'Arabie saoudite, il faudra conclure que la défense des droits de la personne est soluble dans l'argent.

LIBRE OPINION

Un autre jour sombre dans l'histoire de la grande aventure du français en Amérique

Céline Philippe

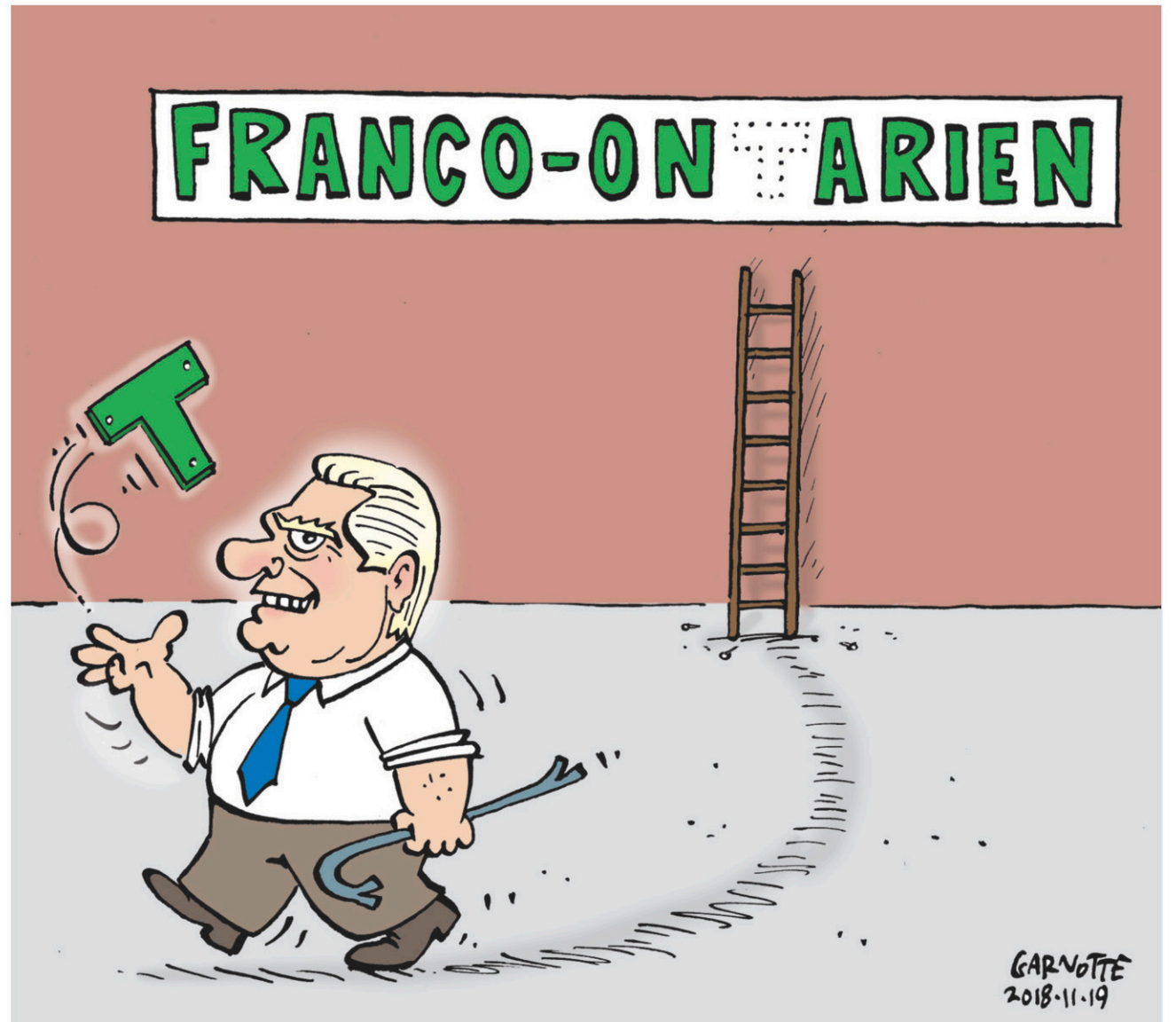
Doctorante en études littéraires, Université du Québec à Montréal, originaire de Vanier, en Ontario

Mardi 13 novembre 2018, funérailles de Bernard Landry. Assise au premier jubé de la basilique Notre-Dame de Montréal, je contemple la beauté et l'immensité de cette institution pour la première fois de ma vie adulte. En observant les quelques bancs demeurés vides près de moi et tous ceux du deuxième jubé fermé au public, je confie cette pensée à mon amie « c'est fou de penser qu'à une époque, tous ces bancs pouvaient être remplis! »...

Peu de temps après, dans un hommage rendu à son grand ami, Lucien Bouchard offrait une forme de « réponse » à cette pensée qui m'avait habitée un peu plus tôt. En évoquant le dernier repas partagé avec Bernard Landry, il a rappelé que, lors de cette soirée, ils ont commémoré avec émotion un grand moment de notre histoire collective: le célèbre discours prononcé

par Henri Bourassa au sein même de cette basilique lors du Congrès eucharistique de 1910, devant une foule si nombreuse que des citoyens avaient dû se rassembler sur le parvis de la basilique, faute de pouvoir trouver place à l'intérieur. Ce discours dans lequel Bourassa s'est farouchement opposé aux volontés de M^{gr} Bourne, archevêque de Westminster, de faire de l'anglais la seule langue de l'Église au Canada. Ce discours dans lequel Bourassa affirmait: « Que l'on se garde, oui, que l'on se garde avec soin d'éteindre ce foyer intense de lumière, qui éclaire tout un continent depuis trois siècles.../Mais, dira-t-on, vous n'êtes qu'une poignée, vous êtes fatalement destinés à disparaître; pourquoi vous obstiner dans la lutte? [...] Nous ne sommes qu'une poignée; mais nous comptons pour ce que nous sommes, et nous avons le droit de vivre... »

Il me semble que ces mots prononcés par Bourassa ne peuvent que résonner fortement au lendemain d'un autre jour sombre dans



LETTRES

La flamme vacillante de l'espoir

En lisant *Le Devoir* vendredi matin, je rage contre l'injustice que le gouvernement Ford fait subir aux Franco-Ontariens et à tous les Franco-Canadiens.

Je rage encore contre les climatosceptiques, les lobbyistes, les promoteurs des énergies fossiles et de la croissance économique coûte que coûte.

Je rage aussi contre le cynisme de ceux qui critiquent ces autres qui agissent plutôt que de rester là à ne rien faire soi-disant parce que c'est trop tard.

Puis le texte d'Isabelle Paré, « On commence par où? », ramène la flamme vacillante de l'espoir. Tout comme celui d'Anais Barbeau-Lavalette, « Le pacte des vivants ».

Touchée aussi par Fred Pellerin qui ouvre une petite porte en reprenant, *Amène-toi chez nous*, une chanson que Jacques Michel a écrite en 1970: « N'oublie pas que ce sont les gouttes d'eau qui alimentent le creux des ruisseaux. »

Moi qui travaille avec les enfants, j'ai besoin d'y croire. Je me dois de réunir toutes ces petites gouttes d'eau, de devenir le

ruisseau qui saura trouver la mer et peut-être la lumière...

Jasmine Dubé, auteure et directrice artistique du Théâtre Bouches Décousues

Le 16 novembre 2018

Une insulte à toute la francophonie canadienne

Je suis québécois. Depuis plus de 40 ans, je travaille souvent avec les francophonies hors Québec. Celles de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan et surtout de l'Acadie. Ces francophonies hors Québec inspirent et enrichissent la culture québécoise. Comme le disait si justement Victor-Lévy Beaulieu dans je ne sais plus quelle entrevue radiophonique, les batailles de toutes les francophonies nord-américaines participent du même combat.

Si parfois certains indices d'assimilation me découragent, j'ai toujours retrouvé, par exemple chez les Acadiens et les Franco-Ontariens, un dynamisme inouï et une francophonie qui s'y affirme avec originalité. J'y puise certains de mes modèles artistiques et littéraires les plus convaincants. Les Jean-Marc Dalpé, Patrice Desbiens, Gérald Leblanc, Herméné-

gilde Chiasson, France Daigle, Georgette LeBlanc ou Serge Patrice Thibodeau sont parmi ces écrivains qui enrichissent notre américanité francophone.

Je suis peut-être québécois, mais je peux m'enorgueillir d'être l'arrière-petit-fils de Zotique Mageau, député libéral de Sturgeon Falls de 1911 à 1926, qui défendit bec et ongles les droits des Franco-Ontariens. C'est donc comme une claque sur la gueule que je reçois personnellement cette scandaleuse décision du gouvernement de Doug Ford d'abandonner le projet de l'Université de l'Ontario français. Ce désengagement de ce parti nouvellement élu est une insulte non seulement à la francophonie ontarienne, mais à celle de tout le Canada français et à celle du Québec.

Encore une fois, la francophonie canadienne fait face à l'hypocrisie assimilatrice canadienne. Chaque nouveau coup bas des représentants de la culture dominante anglophone me rappelle de mauvais souvenirs et me rend plus indépendantiste que jamais. Cette nouvelle blessure remet en perspective le nationalisme québécois et réactualise radicalement le projet de transformation du Québec en nation.

Louis-Dominique Lavigne, codirecteur artistique du Théâtre de Quartier

Le 17 novembre 2018

III DÉMOCRATIE

Le clivage américain se creuse

Louis Balthazar

Professeur émérite de science politique,
Université Laval, membre de la Chaire
Raoul-Dandurand, UQAM

Cela est devenu une terrible évidence. La société américaine est fortement polarisée. Elle l'est plus que jamais depuis l'arrivée de Trump, le populiste, qui se plaît à creuser l'écart entre ses partisans, et les démocrates, qu'il accuse de tous les maux. Les résultats des dernières élections législatives le montrent à l'envi. Les classes plus instruites, sensibles aux changements climatiques, ouvertes à la diversité et à l'immigration, favorables à des programmes sociaux, à l'assurance maladie et au contrôle des armes à feu ont massivement appuyé les candidats démocrates. Ces électeurs se retrouvent habituellement dans les villes et les banlieues avoisinantes.

Tandis que les populations blanches, habitant les régions, hostiles à tout ce qui entrave à leurs yeux leur bien-être et leur sécurité ont écouté le message de Trump et appuyé les candidats désignés par lui. Elles ont été particulièrement sensibles au message d'alerte du président en ce qui a trait à la caravane de réfugiés d'Amérique centrale. Ces gens étaient décrits par le grand tribun comme des bandits, des vendeurs de drogue qui allaient envahir le territoire américain pour le plus grand malheur de ses honnêtes citoyens. La permissivité des démocrates à leur égard devait constituer le grand enjeu des élections législatives. Partout dans ce qu'on appelle les « Red States », c'est-à-dire les États gagnés au Parti républicain, et dans les régions rurales des États dits violets, où les démocrates ont fait des percées dans les aires métropolitaines, on a voté presque systématiquement pour les candidats républicains.

Horizon 2020

L'observateur libéral peut se consoler en constatant la victoire démocrate à la Chambre des représentants, qui laisse prévoir une possible victoire démocrate à l'élection présidentielle de 2020. Plusieurs indicateurs nous laissent croire en effet que le message des démocrates ne peut que devenir de plus en plus majoritaire. D'abord, la population de ces hommes blancs conservateurs et repliés sur la protection de leur identité particulière et certaines valeurs qu'ils considèrent comme traditionnelles est en déclin constant. La population des minorités visibles qui votent massivement démocrate est en croissance et, même chez les Blancs, les jeunes et les femmes sont aussi plus attirés par le Parti démocrate. Depuis 1992, à une seule exception près, la majorité des Américains accorde son appui au parti de centre gauche aux élec-



tions présidentielles. Il est vrai que le collège électoral a fait élire un président républicain en dépit de cette majorité à deux reprises, en 2000 et en 2016. Mais tout laisse croire que la majorité démocrate de 2020 sera à ce point plus forte qu'elle ne permettra plus une majorité contraire au collège électoral. La plupart des sondages nous indiquent d'ailleurs que les valeurs dites républicaines quant à l'immigration, aux programmes sociaux, à l'avortement, au mariage gai, au contrôle des armes et bien d'autres su-

Les drapeaux américain et floridien flottant au-dessus du Capitole de la Floride, un État pivot.

MARK WALLHEISER / GETTY IMAGES NORTH AMERICA / AFP

jets sont répudiées par une majorité d'Américains.

Il est loin d'être sûr, cependant, à supposer que les démocrates aient surmonté leurs propres divisions internes et choisi la candidate ou le candidat qui leur permettrait de déloger Donald Trump, que cette présidente ou ce président puisse compter sur l'appui d'un Sénat majoritairement démocrate susceptible d'entériner ses politiques.

En effet, les Pères fondateurs de la république américaine n'ont pas voulu que la Chambre haute soit une institu-

tion entièrement démocratique. Ils craignaient à ce point l'autorité politique qu'ils en sont venus à créer un contre-poids à une possible tyrannie de la majorité : un Sénat non pas fondé sur l'appui de la population dans son ensemble, mais sur la volonté d'une majorité des États : une sorte d'équilibre entre les villes populeuses et la campagne dépositaire de la sagesse traditionnelle. Il en est résulté une situation qui apparaît de plus en plus injuste à notre époque, surtout dans le contexte de polarisation radicale qui prévaut aujourd'hui. L'État de la Californie, fort d'une population de 40 millions, n'est représenté que par deux sénateurs, tout comme les États du Wyoming, du Montana et de l'Idaho, dont les populations respectives dépassent à peine 500 000.

Or il se trouve que les « Red States » constituent près d'une majorité de l'ensemble des États de l'Union américaine. Dans une quinzaine de ces États, on pourrait faire élire un poteau pourvu qu'il soit républicain, sans compter que les onze États de l'ancienne confédération du Sud sont tous devenus républicains, avec quelques exceptions en raison de la croissance de leur population afro-américaine. Les dernières élections ont montré que les démocrates n'avaient plus leur place dans des États comme le Missouri et le Dakota du Nord.

Malheureux clivage

Il faut donc prévoir que les démocrates ne puissent parvenir à contrôler le Sénat d'ici quelque temps. En conséquence, une population en majorité libérale pourra être trahie par une institution qui a déjà commencé à lui donner une Cour suprême contraire à ses valeurs.

Le malheureux clivage de la population américaine continuera donc de sévir pendant des années à venir. C'est là d'ailleurs une situation qui est en voie de prévaloir un peu partout ailleurs dans le monde, du moins en Occident.

Le populisme, qu'on peut définir comme l'exploitation des passions populaires sur fond de mensonges ou de demi-vérités exploités par d'habiles leaders démagogues, fait ses ravages un peu partout : en Europe centrale, en Italie, au Brésil et dans de larges secteurs de la population dans plusieurs pays européens. Comme aux États-Unis, la crainte d'être envahis par des populations migrantes, notamment les demandeurs d'asile, alimente le discours de leaders qui font peu de cas du processus démocratique et encore moins du devoir humanitaire à l'endroit des « damnés de la terre ». Il en va de même pour les préoccupations environnementales, qui sont bafouées par les populistes en Europe et au Brésil aussi bien qu'aux États-Unis.

Un sombre tableau qui attend les lumières de l'éducation.

L'Arabie saoudite à la croisée des chemins

Samir Saul

Professeur d'histoire, Université de
Montréal - CERIUIM

Après trois semaines de couverture intensive, l'affaire Khashoggi est reléguée à l'arrière-plan, le temps pour les dirigeants saoudiens et occidentaux de reprendre la main et de décider du sort du prince héritier Mohammed ben Salman. Par son caractère choquant, le meurtre expose des réalités désormais difficiles à éluder. Des yeux se dessillent et des langues se délient. Les milliers de cadavres au Yémen attirent enfin l'attention. La mise à mort du journaliste tourne aussi les regards vers les maux de l'Arabie saoudite.

Ses troubles immédiats débutent fin 2014 avec l'effondrement de 50 % des cours du pétrole. Elle y contribue pour nuire aux bêtes noires que sont la Russie, l'Iran et le Venezuela. Ce faisant, elle se tire dans le pied, car les hydrocarbures représentent 70 % de son PIB et 90 % de ses exportations. La richesse monarchie entre dans l'ère nouvelle des déficits budgétaires et des compressions. Les dorures des palais cachent mal les finances obérées. Cette chute des revenus de l'État n'est pas sans périls politiques.

Les deux tiers des salariés saoudiens

sont employés dans le secteur public et la moitié des dépenses va aux salaires et indemnités, ainsi qu'à l'éducation et la santé. Les restrictions touchent beaucoup de monde. La moitié de la population a moins de 30 ans et son taux de chômage, déjà à 30 %, empirera. Pour une population qui augmente, les conditions de vie se détérioreront. Or, la libéralité de l'État est indispensable à l'achat de la paix sociale. Pour l'avenir, la concurrence des réserves de schiste américaines pèse sur le pétrole saoudien.

L'Arabie saoudite traverse une étape charnière, un tournant historique. L'heure de vérité a sonné pour les autorités. Les problèmes conjoncturels appellent des mesures structurelles.

Des réponses ?

Les responsables s'engagent sur deux terrains, l'un économique, l'autre politique. Le 25 avril 2016 est dévoilé le plan Vision 2030 confectionné par le cabinet d'étude américain McKinsey pour diversifier l'économie en 15 ans et préparer l'après-pétrole. En 2017, la volonté de bétonner le pouvoir se traduit par le resserrement du mode de gouvernance familiale. Bouleversant par un coup de force l'ordre de succession de frère en frère, le roi Salman impose Mohammed Ben Salman, son fils,

comme héritier du trône et roi *de facto*. Le pouvoir personnel se substitue à la gestion collégiale en conseil de famille. De premier entre les pairs, le roi devient un monarque autoritaire, hors de contrôle. S'ensuivent des actions répressives (milliers d'arrestations), agressives (guerre au Yémen, conflit avec le Qatar), extraordinaires (détenition de riches saoudiens pour renflouer les coffres de l'État, démission forcée du premier ministre libanais Saad Hariri, meurtre de Khashoggi).

L'histoire ne fournit aucun précédent d'une pétromonarchie à économie rentière se réinventant en économie productive. Remplacer un système économique implique des transformations sociales et des changements politiques. Une société modernisée ne saurait coexister avec les privilèges d'une caste pléthorique de princes ou avec un modèle politique sans parlement, séparation des pouvoirs, partis politiques ou loi codifiée, tout en étant soumise au wahhabisme, idéologie officielle. Mais la concentration du pouvoir va dans le sens opposé au programme économique. Le contraire d'une « réforme », elle semble conçue pour prévenir les indispensables mutations politiques.

Quid de la dimension internationale ? Point de transformations éco-

L'histoire ne fournit aucun précédent d'une pétromonarchie à économie rentière se réinventant en économie productive

nomiques sans révision de la politique étrangère. Enrichie par la hausse des prix pétroliers depuis les années 1970, l'Arabie saoudite est catapultée au rang de puissance régionale et d'intervenant dans le monde, toujours dans le cadre de la politique américaine qui en fait une pièce centrale de son dispositif. Elle exporte pétrole, pétrodollars et wahhabisme. Vache à lait, elle fait vivre des industries de guerre occidentales par de colossales commandes d'armements dont elle n'a pas besoin et qu'elle ne peut utiliser. Premier ou deuxième importateur d'armes au monde, elle dépense le plus par habitant au chapitre militaire.

À partir des années 1980, elle commandite des djihadistes qui déstabilisent plusieurs pays. Trois ans de guerre au Yémen ont grevé son budget de 100 milliards de dollars. À cela s'ajoute l'obsession anti-iranienne dans laquelle elle communique avec les États-Unis et Israël. Son chéquier sera mis à contribution pour acheter l'appui de pays réticents, tout comme il le sera pour promouvoir le « contrat du siècle » de Nétanyahou-Trump auprès des Palestiniens. Les deux opérations étaient confiées à nul autre qu'à Mohammed Ben Salman. Alignement sur la politique américaine et ambitions démesurées entraînent un gaspillage de ressources nécessaires à la diversification, à la modernisation et au développement. Vision 2030 ne sera qu'un mirage en l'absence d'une authentique réforme et d'un retour au rôle international circonscrit et prudent d'avant les années 1970.



Saint Nicolas est arrivé accompagné de nombreux lutins Zwarte Piet (littéralement « Pierre le Noir »), l'équivalent du père Fouettard, à Zaandijk, aux Pays-Bas. La personnification de ce personnage, « joué » par des Néerlandais blancs costumés en lutin, coiffés d'une perruque crépue et maquillés de noir, est jugée raciste par de plus en plus de gens.

PHOTOS ANNIEK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Un lutin noir suscite la polémique aux Pays-Bas

La controverse des « blackfaces » de la Saint-Nicolas crée des tensions

LISA-MARIE GERVAIS
LE DEVOIR

Le Québec a eu sa controverse sur l'appropriation culturelle avec *SLÄV*, et les Pays-Bas ont la leur grâce à un lutin à la peau noire. La tradition veut que, tous les ans, trois semaines avant le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas, le généreux père Noël arrive d'Espagne par bateau pour distribuer des cadeaux aux enfants en compagnie de son acolyte, le lutin Zwarte Piet — littéralement « Pierre le Noir », l'équivalent du père Fouettard dans la culture européenne.

Or, la personnification de ce personnage folklorique, « joué » par des Néerlandais blancs costumés en lutin, coiffés d'une perruque crépue et maquillés de noir, est, depuis quelques années, jugée raciste par de plus en plus de gens, qui ont manifesté dans une vingtaine de villes samedi. Certains rassemblements de protestation entourant l'arrivée du père Noël et le traditionnel défilé de la Saint-Nicolas ont même tourné à l'affrontement, menant à des arrestations.

Selon Reuters, de petits groupes de manifestants pro-Zwarte Piet, qui ne voient dans cette personnification du lutin noir que la perpétuation d'une tradition enfantine et inoffensive, ont été particulièrement virulents envers ceux qui s'en indignaient et la police a dû intervenir à maintes reprises. À Rotterdam, certains d'entre eux ont intimidé et attaqué des militants antiracisme ayant accroché sur le pont Erasmus une banderole décriant une grossière caricature. Des partisans de

l'équipe de soccer d'Eindhoven ont lancé des œufs et des canettes de bière sur les policiers et des militants anti-lutin noir, des affrontements auxquels auraient pris part plusieurs membres de Pegida, un groupe d'extrême droite gagnant en popularité en Europe, dont aux Pays-Bas.

À Tilburg, une quarantaine d'autres partisans ont été arrêtés par les policiers, qui les soupçonnaient de vouloir alimenter les tensions et provoquer des bagarres. Ailleurs au pays, des manifestations antiracisme ont été annulées après que les autorités eurent déclaré qu'elles ne pouvaient pas garantir la sécurité des manifestants.

Suie ou peau noire ?

Dans le village historique de Zaandijk, au nord d'Amsterdam, le défilé de la Saint-Nicolas, télévisé à l'échelle nationale et tenu sous haute surveillance, semble s'être déroulé dans un calme relatif et sous les yeux ravis des enfants se faisant distribuer des bonbons, selon les informations rapportées par les médias locaux. Lors du défilé national de samedi, toutefois, le malaise était palpable. Des bambins étaient maquillés et d'autres pas, révélant les tensions entre les deux camps.

Parmi les centaines de lutins noirs qui accompagnaient le père Noël néerlandais, certains avaient troqué le maquillage « blackface » de type cire à chausure par quelques marques noires au visage, symbolisant la suie qu'ils auraient amassée en descendant la paroi des cheminées. Les militants anti-Zwarte Piet ne voient dans cette association à la suie qu'une tentative d'atté-

nuer la connotation raciste pour calmer la polémique. La légende veut que la couleur noire de la peau du lutin soit liée à ses origines africaines, mais elle a été détournée ces dernières années pour plutôt associer le noir au charbon des cheminées.

Il y a deux semaines, par l'entremise de la fondation Majority Perspective, certains protestataires s'étaient adressés à la cour pour faire interdire du défilé le controversé personnage, mais ils ont été déboutés par le tribunal. Ils demandaient que le personnage du Zwarte Piet, personnifié par diverses personnes lors du défilé national, ne présente aucune caractéristique raciste.

Si la polémique a fait encore surface cette année, elle ne date cependant pas d'hier. Ces dernières années, les tensions entourant ce curieux personnage n'ont fait que s'exacerber. Alimentant la thèse raciste, un historien de l'art avait même rappelé l'existence d'un tableau de la fin du XVII^e siècle sur lequel un jeune esclave noir porte un costume coloré semblable à celui du Zwarte Piet. En 2013, la responsable du Comité des droits de l'homme aux Nations unies avait demandé que se tienne une vaste enquête pour savoir si cette tradition, remontant au XIX^e siècle et tirée d'un conte pour enfants, avait bel et bien pour objectif de dénigrer les Noirs. Car si le personnage s'est adouci et qu'il n'est plus à l'image du père Fouettard, qui punissait les enfants n'ayant pas été sages, il semble de plus en plus impossible pour certains de ne pas y voir une appropriation culturelle liée à l'esclavage.

EN BREF

Billet de 10 \$: la sœur de Viola Desmond espère un « pas de géant » vers l'égalité

Le nouveau billet comportant une photo de Viola Desmond sera mis en circulation lundi, et la sœur de la militante des droits civiques sera la première personne à l'utiliser. Wanda Robson effectuera le premier achat officiel avec le nouveau billet de 10 \$ à l'occasion d'une cérémonie qui se tiendra au Musée canadien pour les droits de la personne, à Winnipeg. La femme de 91 ans devrait acheter un livre qu'elle a co-écrit avec le professeur Graham Reynolds de l'Université du Cap-Breton sur la vie et l'héritage de Viola Desmond. M^{me} Robson a indiqué qu'elle donnera le livre à sa petite-fille de 12 ans pour qu'elle puisse en apprendre davantage sur l'histoire de sa grand-tante. M^{me} Desmond sera la première femme noire à figurer sur un billet de banque canadien.

La Presse canadienne

Francophones: la décision revenait à Doug Ford, fait valoir Andrew Scheer

Le chef du Parti conservateur fédéral, Andrew Scheer, a dit avoir exprimé ses préoccupations au premier ministre ontarien, Doug Ford, à la suite de l'abandon du projet d'une université de langue française, mais il ne lui a pas demandé de revenir sur sa décision. Le premier ministre Justin Trudeau s'est dit « profondément déçu » par la décision de Doug Ford. La ministre des Langues officielles, Mélanie Joly, a écrit sur Twitter que MM. Ford et Scheer devraient être conscients que les francophones « ne peuvent pas et ne seront pas laissés pour compte ». M. Scheer, qui devra se battre pour obtenir des appuis chez les francophones, a indiqué que son gouvernement n'imitera pas l'Ontario et a soutenu que les libéraux ne font qu'essayer de faire des gains politiques avec une décision qui n'a rien à voir avec lui.

La Presse canadienne

Julie Surprenant: la CAQ interpellée sur le registre des prédateurs sexuels

Le père de Julie Surprenant, une jeune fille disparue depuis près de 20 ans, espère avoir une oreille plus attentive à Québec pour que sa demande répétée de créer un registre public des prédateurs sexuels se réalise. « La disparition de Julie aurait pu être évitée, a-t-il soutenu. C'est ce qui me fâche le plus », a déclaré Michel Surprenant, dimanche, en conférence de presse en compagnie de son avocat, Marc Bellemare, et du cinéaste Stéphane Parent, qui réalisera un documentaire pour les 20 ans de la disparition de l'adolescente de 16 ans, survenue en novembre 1999. M. Surprenant espère que le nouveau gouvernement de la Coalition avenir Québec donnera suite à sa promesse de créer un registre public des prédateurs sexuels.

La Presse canadienne

Le NPD demande au commissaire à l'éthique de se pencher sur le cas Di Iorio

OTTAWA — Le Nouveau Parti démocratique ne digère pas que le député libéral de Montréal Nicola Di Iorio continue de toucher son salaire alors qu'il ne se présente plus à la Chambre des communes. Le parti invite le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique à ouvrir une enquête. Selon la copie d'une lettre obtenue par *Le Devoir*, datée du 8 novembre et adressée au commissaire Mario Dion, les députés Nathan Cullen et Charlie Angus expliquent que M. Di Iorio « est retourné pratiquer le droit à Montréal pour le cabinet BCF Avocats d'affaires » et que « bien que le député ait annoncé son intention de démissionner le 25 avril 2018, cela ne s'est pas produit et il a continué à toucher pendant cette période le salaire et les bénéfices d'un député, pour un total à ce jour de 93 000 \$ ». Les deux députés estiment que leur rival libéral a contrevenu au Code régissant les conflits d'intérêts des députés.

Le Devoir

Trudeau satisfait des progrès au sommet de l'APEC

PORT MORESBY — Les désaccords sur l'organe chargé de résoudre les différends commerciaux mondiaux au sein de l'OMC ont divisé les pays de la région Asie-Pacifique lors du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Toutefois, Justin Trudeau a soutenu qu'il y avait un « large accord sur la façon dont nous devons soutenir nos citoyens et aller de l'avant pour améliorer la coopération ». Les libéraux du premier ministre plaident pour des changements à l'OMC, suscitant l'ire des États-Unis, qui ont bloqué la nomination de nouveaux juges pour le mécanisme de règlement des différends — une tactique qui menace de paralyser l'organisation. Justin Trudeau avait abordé la question avec le premier ministre chinois, convenant d'approfondir leur coopération par l'entremise d'organisations telles que l'OMC. Dimanche, il est apparu que les hostilités entre la Chine et les États-Unis ont contribué à une impasse sur la voie à suivre pour l'OMC et le commerce dans la région.

La Presse canadienne

LEDEVOIR

1265, rue Berri, 8^e étage,
Montréal (Québec) H2L 4X4
Métro Berri-UQAM
Ouvert du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous
sur LeDevoir.com
et sur nos réseaux
sociaux



RÉDACTION

Téléphone
514 985-3333
Courriel
redaction@ledevoir.com

RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION

Téléphone
514 985-3333

ABONNEMENTS

(du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 16 h 30)
Téléphone
514 985-3355
Extérieur de Montréal
1 800 463-7559 (sans frais)
Courriel
abonnements@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-5967

PUBLICITÉ

Téléphone
514 985-3399
Extérieur de Montréal
(sans frais)
1 800 363-0305
Courriel
publicite@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

AVIS PUBLICS ET APPELS D'OFFRES

Téléphone
514 985-3452
Courriel
avisdev@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

PETITES ANNONCES ET PUBLICITÉ PAR REGROUPEMENT

Téléphone
514 985-3322
Courriel
petitesannonces@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoyé de publication — Enregistrement no 0858. Dépot légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.